

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/Q1/ISR/10

G/SCM/Q1/ISR/10

9 avril 1998

(98-1469)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

Réponses d'ISRAEL aux questions complémentaires posées par la TURQUIE¹

La Mission permanente d'Israël a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 8 avril 1998.

Question 1

Conformément à l'article 5.10 de l'Accord antidumping de l'OMC, "les enquêtes seront, sauf circonstances spéciales, terminées dans un délai d'un an, et en tout état de cause dans un délai ne devant pas dépasser 18 mois, après leur ouverture".

Les autorités israéliennes ayant reconnu que la loi en vigueur ne limitait pas expressément la durée des enquêtes, la Turquie souhaiterait savoir si l'article 5.10 de l'Accord antidumping est appliqué dans la pratique.

La législation israélienne étant muette sur la question de la durée des enquêtes antidumping, l'article 5.10 de l'Accord antidumping devrait être appliqué dans la pratique.

Réponse

Dans les enquêtes ouvertes après l'adoption par Israël de l'Accord antidumping de l'OMC, les autorités font tout leur possible pour respecter les délais fixés dans l'Accord antidumping.

Question 2

- a) Les autorités israéliennes pourraient-elles indiquer les dates d'ouverture des enquêtes antidumping actuellement en cours en application du Code antidumping du Tokyo Round? Des mesures provisoires sont-elles actuellement imposées dans le cadre de ces enquêtes?

¹G/ADP/Q1/ISR/9-G/SCM/Q1/ISR/9.

- b) **Les autorités israéliennes pourraient-elles indiquer les dates d'ouverture des enquêtes antidumping actuellement en cours en application de l'Accord antidumping? Des mesures provisoires sont-elles actuellement imposées dans le cadre de ces enquêtes?**

Réponse

- a) Israël n'était pas partie au Code antidumping du Tokyo Round.
- b) Les enquêtes ouvertes conformément à l'Accord antidumping de l'OMC ont été notifiées conformément à l'article 16.4 dudit accord.

Question 3

Les autorités israéliennes pourraient-elles préciser s'il est possible d'appliquer une nouvelle fois des mesures provisoires venues à expiration, six mois après la date de leur application, si l'enquête n'est pas encore terminée? Dans l'affirmative, combien de fois et dans quelle mesure peuvent-elles être appliquées et en vertu de quelles dispositions de la législation antidumping israélienne?

Les autorités turques estiment que, la législation israélienne étant muette sur ce point, l'Accord antidumping devrait être appliqué dans la pratique.

Réponse

Nous vous invitons à vous reporter à la réponse donnée précédemment à une question semblable posée par la Turquie, dans le document G/ADP/Q1/ISR/8.

L'article 28 de la Loi sur les prélèvements commerciaux porte sur le problème soulevé dans cette question. Cet article est en cours de modification dans le cadre du processus de révision générale de la législation israélienne en matière de mesures antidumping et de mesures compensatoires.

Par souci de clarté, nous voudrions répéter que, si un prélèvement est imposé, la caution temporaire n'est perçue que pendant les six mois qui précèdent immédiatement l'imposition du droit. C'est le cas également même lorsque la décision d'appliquer la mesure temporaire est en vigueur depuis plus de six mois.
